

Une femme dans le district de Tsholotsho au Zimbabwe participe à un projet pilote visant à développer des cultures résistantes à la sécheresse et à apprendre des méthodes d'exploitation alliant simplicité et efficacité (2016). Photo : Sven Torfinn/Oxfam Novib.

# FINANCEMENT DES AGRICULTRICES

Un appel à renforcer et à rediriger les ressources pour  
l'agriculture et l'adaptation au changement climatique

# RÉSUMÉ

Les analyses d'Oxfam révèlent que le soutien apporté aux femmes par les États et les bailleurs de fonds en matière d'agriculture et d'adaptation au changement climatique est inadéquat et manque de pertinence. Oxfam a mené des recherches sur les investissements des États et des bailleurs de fonds en Éthiopie, au Ghana, au Nigeria, au Pakistan, aux Philippines et en Tanzanie<sup>1</sup>. Dans ces pays, le financement est largement inférieur aux engagements pris, et peu d'éléments témoignent de l'allocation de ressources et d'une assistance technique à destination des agricultrices. Les ressources sont détournées vers d'autres priorités, aux dépens de l'agriculture paysanne, et la plupart des États manquent de capacités pour leur faire parvenir les financements.

Voici quelques-unes des principales conclusions :

- L'analyse des données confirme l'absence de preuve que les fonds atteignent bien les agricultrices, l'ensemble des pays étudiés n'étant pas en mesure de rassembler des données ventilées en fonction du genre.
- Seule l'**Éthiopie** a atteint l'objectif fixé dans la Déclaration de Maputo de consacrer 10 % de son budget national à l'agriculture, mais il est à noter que cet objectif était déjà atteint en 2003, au moment de la Déclaration de Maputo.
- Le **Ghana** a investi près de la moitié de son financement international pour l'adaptation au changement climatique pour soutenir l'agriculture en 2014, tandis que le ministère des Femmes a reçu en moyenne 0,1 % du budget national consacré au changement climatique sur la période 2010–2015.
- Le **Nigeria** présente la plus faible part de dépenses consacrées à l'agriculture et au développement rural (4,9 %) dans le cadre de l'aide internationale sur la période 2007–2015.
- Sur 3 000 agriculteurs interrogés en **Tanzanie**, près de 80 % ont indiqué ne bénéficier d'aucun service de vulgarisation.
- Aux **Philippines**, le département des travaux publics, responsable du développement des infrastructures, a reçu 88 % du financement pour l'adaptation au changement climatique en 2017 tandis que seuls 6 % étaient consacrés à l'agriculture.
- Au **Pakistan**, en 2014, près de 99 % du financement pour l'adaptation au changement climatique a été fourni sous forme de prêts, les subventions ne représentant que 3,4 millions de dollars.

Les agricultrices jouent un rôle central pour lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire et renforcer la résilience face au changement climatique. Environ 80 % de la nourriture dans le monde est produite par des exploitations familiales, et l'agriculture paysanne constitue le principal moyen de subsistance dans la plupart des pays en développement<sup>2</sup>. Les agricultrices représentent en moyenne 43 % de cette main-d'œuvre agricole, mais sont majoritaires dans certains pays<sup>3</sup>. Pourtant, elles produisent 20 à 30 % de moins que les hommes, car elles sont souvent confrontées à des

obstacles pour accéder aux intrants agricoles, aux marchés, à l'assistance technique, aux services de vulgarisation et aux financements. En comblant ce fossé, il serait possible d'augmenter les rendements agricoles et de réduire la sous-alimentation dans le monde de 17 %<sup>4</sup>.

Les agricultrices sont confrontées à deux niveaux d'exclusion cumulatifs : en tant que paysannes, et en tant que femmes. Du fait des faibles niveaux de dépenses des États pour l'agriculture et l'adaptation au changement climatique, la part des ressources à disposition des agricultrices est déjà limitée. Les États détournent les investissements au profit des projets d'infrastructure, des instituts de recherche, des projets du secteur privé et de zones géographiques plus prospères. L'atténuation des effets du changement climatique est favorisée aux dépens de l'adaptation. D'autre part, les montants de l'aide internationale ne sont pas à la hauteur des attentes. Les ressources sont canalisées vers d'autres priorités telles que les infrastructures, les dépenses manquent de transparence dans certains pays et les difficultés de coordination et de mise en œuvre sont la norme.

Malgré les grands discours accompagnant les engagements internationaux, très peu a été fait pour s'assurer que les agricultrices disposent des ressources nécessaires pour améliorer leurs moyens de subsistance, lutter contre l'insécurité alimentaire et renforcer la résilience de leurs communautés au changement climatique. Dans les faits, les États ne prennent pas les mesures nécessaires pour faire tomber les obstacles sociaux, culturels, économiques et institutionnels qui empêchent les agricultrices d'accéder aux intrants agricoles essentiels. En effet, les femmes sont les grandes oubliées des processus gouvernementaux de planification, de budgétisation, de recueil de données et de suivi à tous les niveaux.

Un véritable soutien aux agricultrices pourrait libérer le potentiel de centaines de millions de personnes afin de réduire efficacement la pauvreté et la faim tout en renforçant la résilience des pays au changement climatique. Pour y parvenir,

*Les États doivent soutenir les agricultrices :*

- **En allouant des ressources spécifiquement aux agricultrices**  
Plutôt que de supposer un ruissellement des ressources jusqu'aux femmes, la budgétisation pour l'agriculture et l'adaptation au changement climatique doit inclure des éléments spécifiques pour soutenir les agricultrices.
- **En ventilant les données selon le genre**  
Des données ventilées selon le genre doivent être recueillies tout au long des processus de planification et de mise en œuvre pour l'agriculture et le changement climatique.
- **En faisant tomber les obstacles propres au genre**  
Les ministères de l'Agriculture doivent cibler les obstacles privant les femmes de l'accès aux intrants agricoles essentiels.

- **En soutenant la participation des agricultrices dans le processus de décision budgétaire**

Les groupes de femmes et les associations d'agriculteurs peuvent être formés pour suivre la budgétisation au niveau municipal et local afin de tirer meilleur parti du financement.

*Les États doivent rediriger les ressources vers l'agriculture paysanne :*

- **En équilibrant le soutien entre agriculture paysanne et investissements existants**

Les États doivent étudier de près les investissements et octroyer un soutien suffisant aux exploitations paysannes.

- **En dimensionnant les financements en fonction des zones avec des niveaux élevés de pauvreté**

Les dépenses doivent être déployées dans les zones géographiques où les paysans et paysannes sont confrontés à une pauvreté extrême plutôt que de privilégier de manière disproportionnée des domaines plus prospères ou productifs du point de vue agricole, avec pour conséquence d'exacerber les inégalités.

- **En renforçant la transparence et la redevabilité par le biais de systèmes de suivi financier**

Les États doivent créer ou renforcer des systèmes de suivi des dépenses et désigner une agence de coordination unique faisant office de centre d'information sur l'ensemble des flux financiers arrivant dans le pays.

- **En améliorant la cohérence et en réduisant la bureaucratie**

Afin de canaliser le financement disponible limité vers l'agriculture paysanne, les ministères et les gouvernements locaux doivent intégrer le changement climatique, l'agriculture et les questions femmes-hommes dans la planification et la programmation.

- **En dotant les gouvernements locaux de ressources**

Les gouvernements locaux ont besoin de ressources adéquates pour promouvoir la participation réelle des paysans et paysannes dans les décisions budgétaires et doivent recevoir un soutien approprié pour mettre en place les lignes budgétaires pour les processus participatifs.

*Les pays développés doivent prendre des mesures pour cibler les femmes et les paysans :*

- **En dirigeant le financement là où il y en a le plus besoin**

Les États des pays développés doivent explicitement consacrer des lignes budgétaires aux paysans et paysannes, diriger l'aide vers les pays et les régions qui en ont le plus besoin et fournir un financement à long terme pour l'adaptation au changement climatique afin de contribuer à la diversification des moyens de subsistance des agriculteurs.

- **En améliorant le reporting sur l'aide internationale**

Les pays développés doivent publier des documentations et des données exhaustives et clairement codifiées sur les projets dans les bases de données en ligne et suivre les investissements liés aux questions femmes-hommes par le biais d'un balisage budgétaire.

# 1 FAIRE TOMBER LES OBSTACLES POUR LES AGRICULTRICES

Lorsque le gouvernement nigérian a fourni des semences, des pompes à eau, des engrais et des prêts aux agriculteurs dans le cadre d'un programme agricole national<sup>5</sup>, seules quelques femmes comptaient parmi les nombreux bénéficiaires. Après le décès de son mari, Safiya Marafa exploitait des terres dans une communauté où il est inhabituel que les femmes héritent de biens ou participent à la prise de décisions. Elle n'avait pas accès aux prévisions météorologiques, mais a suivi les recommandations de conseillers agricoles pour pratiquer une rotation des cultures et a pu bénéficier de ressources essentielles provenant du programme agricole. Safiya a remboursé son emprunt avant tous les autres agriculteurs et a doublé les surfaces qu'elle cultivait. L'alimentation de la famille de Safiya a ainsi connu une nette amélioration grâce aux services proposés par le gouvernement. En échange de leur travail, elle fournissait de la nourriture à d'autres agricultrices n'ayant pas accès aux terres ni au soutien du gouvernement. Son histoire démontre comment le soutien destiné aux agricultrices peut avoir des répercussions positives au niveau des foyers, des communautés et des pays<sup>6</sup>.

Les agricultrices comme Safiya jouent un rôle central pour lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire et renforcer la résilience face au changement climatique. Cette contribution résulte en premier lieu du nombre de femmes qui cultivent des denrées alimentaires pour les foyers et les marchés (environ 43 % de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement)<sup>7</sup>. En Afrique de l'Est, plus de la moitié des actifs agricoles sont des femmes<sup>8</sup> ; en Asie du Sud, plus des deux tiers des femmes employées travaillent dans l'agriculture<sup>9</sup>. Les petites productrices assurent une part énorme des activités domestiques, qui restent à ce jour invisibles du point de vue économique<sup>10</sup>. Du fait de ce double rôle dans les foyers et sur les exploitations, leur autonomisation pourrait avoir un impact d'autant plus fort sur les communautés et les économies.

Plus que tout autre secteur, l'agriculture fournit différentes opportunités pour autonomiser les femmes et réduire la vulnérabilité climatique<sup>11</sup>. Malgré cela, les femmes ne sont pas autant soutenues que les hommes dans l'agriculture. Ces derniers jouissent d'un meilleur accès aux intrants agricoles tels que les engrais et la technologie ; aux services financiers tels que les prêts et les subventions ; et au soutien technique comme les prévisions météorologiques et les formations dispensées par les services de vulgarisation. Du fait de ces obstacles, les femmes produisent 20 à 30 % de moins que les hommes. D'après certaines projections, le fait de combler ce fossé augmenterait la productivité agricole et réduirait la faim dans le monde de 17 %<sup>12</sup>. Cette augmentation potentielle de la production agricole, alliée à la réalisation des objectifs en matière de droit des femmes, pourrait changer la donne pour les exploitations paysannes et réduire les inégalités entre les femmes et les hommes.

Le soutien aux agricultrices ne se limite pas à garantir un accès égal aux intrants, mais aussi à veiller à ce que les ressources soient en adéquation avec les besoins des femmes. Les normes sociales et les contraintes institutionnelles sont des obstacles de taille à l'efficacité de nombreuses ressources pour les femmes<sup>13</sup>. Le renforcement des capacités des agricultrices à gagner en autonomie est également essentiel.

Les agricultrices sont confrontées à des restrictions du fait de leur sexe, s'ajoutant aux difficultés financières que rencontrent également tous les paysans et paysannes. Environ 80 % des denrées alimentaires dans le monde sont produites par des exploitations familiales, et l'agriculture paysanne constitue le principal moyen de subsistance dans la plupart des pays en développement<sup>14</sup>. La croissance dans l'agriculture paysanne et familiale est deux à quatre fois plus efficace pour réduire la faim et la pauvreté que dans n'importe quel autre secteur<sup>15</sup>. Mais les limitations en matière de ressources, de services et d'opportunités commerciales empêchent de nombreux paysans et paysannes de nourrir leur famille et de réinvestir dans leurs moyens de subsistance.

Le changement climatique aggrave encore la vulnérabilité des paysans et paysannes, que la dépendance vis-à-vis des terres marginales et pluviales met en première ligne pour gérer les fluctuations climatiques extrêmes, alors même qu'ils ne sont pas responsables du problème mondial<sup>16</sup>. Le changement climatique affecte l'agriculture sur plusieurs fronts : variations des températures et des précipitations, événements extrêmes tels que les inondations, les sécheresses et les canicules, et l'évolution des parasites et des maladies. Les agricultrices sont plus exposées aux risques climatiques, du fait des obstacles qui réduisent également leur productivité, comme l'accès limité aux terres, aux informations et à la mobilité. Souvent, les ressources à disposition des femmes sont plus sensibles aux aléas climatiques<sup>17</sup>.

Face aux besoins des femmes et des paysans et paysannes, et en reconnaissance de leur rôle central pour la sécurité alimentaire :

- Lors du Sommet de l'Union africaine à Maputo en 2003, les États se sont engagés à allouer 10 % de leurs budgets nationaux au développement agricole<sup>18</sup> et à l'élimination de la discrimination fondée sur le genre pour l'accès aux ressources économiques telles que le crédit, la formation, les services de vulgarisation, les terres, les informations et les technologies<sup>19</sup>.
- L'Agenda 2063 de la Commission de l'Union africaine, établi en 2010, appelle à ce que les femmes accèdent au moins à 30 % du financement agricole<sup>20</sup>.
- Les États se sont engagés à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes (ODD 5), lutter contre la faim (ODD 2) et combattre les impacts du changement climatique (ODD 13)<sup>21</sup>.
- Dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat de 2015, les pays développés ont renouvelé leur engagement à mobiliser 100 milliards de dollars par an pour l'adaptation et l'atténuation dans les pays en développement, et à équilibrer le financement des mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique.

- Plus de 90 % des contributions prévues déterminées au niveau national<sup>22</sup> des pays en développement identifient le secteur agricole comme prioritaire pour l'adaptation<sup>23</sup>.
- Lors du sommet du G8 en 2009 à L'Aquila et de ses sessions suivantes en 2015 et 2016, les pays donateurs se sont engagés à augmenter l'aide au secteur agricole. Les États des pays développés se sont engagés à dépenser 0,7 % de leur PIB à l'aide internationale dans le cadre d'une résolution des Nations unies en 1970<sup>24</sup>.
- L'Union européenne a adopté un Cadre stratégique sur la sécurité alimentaire fort en 2010<sup>25</sup>.

Oxfam a mené des études sur le degré de réalisation des engagements pris en matière d'investissements publics nationaux et internationaux dans l'agriculture et l'adaptation au changement climatique en Éthiopie, au Ghana, au Nigeria, au Pakistan, aux Philippines et en Tanzanie<sup>26</sup>. Si les contextes de chaque pays sont uniques, dans l'ensemble :

- ils ne tiennent pas leurs engagements financiers ;
- il y a peu d'éléments attestant que les fonds atteignent bien les agricultrices ;
- les ressources sont détournées vers d'autres priorités, aux dépens des paysans et paysannes ; et
- les États n'ont pas les moyens de faire parvenir les financements aux paysans et paysannes.

Le présent document d'information explore ces conclusions en détail avant de formuler des recommandations que les États et les bailleurs devraient intégrer et mettre en œuvre dans le cadre de leurs engagements à lutter contre la pauvreté et les inégalités entre les femmes et les hommes.

## 2 DES FINANCEMENTS INSUFFISANTS POUR L'AGRICULTURE ET L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Pour éradiquer la faim d'ici 2030, environ 267 milliards de dollars de ressources publiques et privées supplémentaires seront nécessaires chaque année pour investir dans des activités productives et de protection sociale ciblant en priorité les personnes pauvres<sup>27</sup>. Pour les pays en développement, les coûts de l'adaptation au changement climatique pourraient avoisiner les 140 à 300 milliards de dollars par an d'ici 2030, dont une grande partie est liée à l'agriculture<sup>28</sup>. À quelques exceptions près, les pays ne parviennent pas à répondre à ces besoins financiers, ce qui pourrait réduire encore la part des financements à disposition des femmes et des paysans et paysannes. Les conclusions d'Oxfam sur les dépenses des États consacrées à l'agriculture et à l'adaptation au changement climatique, ainsi que sur l'aide internationale acheminée à ces secteurs, sont résumées ci-dessous.

### DÉPENSES POUR L'AGRICULTURE

Lors de la Déclaration de Maputo en 2003, l'Éthiopie était l'un des rares pays à déjà affecter plus de 10 % de son budget national à l'agriculture<sup>29</sup>. Le pays a continué à remplir l'objectif, avec une augmentation des dépenses fédérales pour l'agriculture et le développement de 62 % entre 2011 et 2014<sup>30</sup>. Au niveau sous-national, où les agriculteurs et agricultrices sont théoriquement plus susceptibles d'en bénéficier directement, l'Éthiopie a aussi augmenté ses dépenses agricoles dans les régions du Tigré, de l'Amhara et d'Oromia (à la fois très étendues et très peuplées) d'environ 36 % par an entre 2010 et 2013<sup>31</sup>.

Les dépenses agricoles du Ghana ont pratiquement atteint l'objectif de Maputo en 2010. Toutefois, les dépenses moyennes du pays sur la période 2010–2015 n'ont représenté que 5,5 % du budget national<sup>32</sup>.

Les dépenses agricoles du Nigeria sont restées bien en deçà de l'objectif de Maputo de 10 %. En moyenne, ce gouvernement a alloué à peine 1,9 % de son budget annuel à l'agriculture entre 2010 et 2015, et même seulement 0,9 % en 2015<sup>33</sup>.

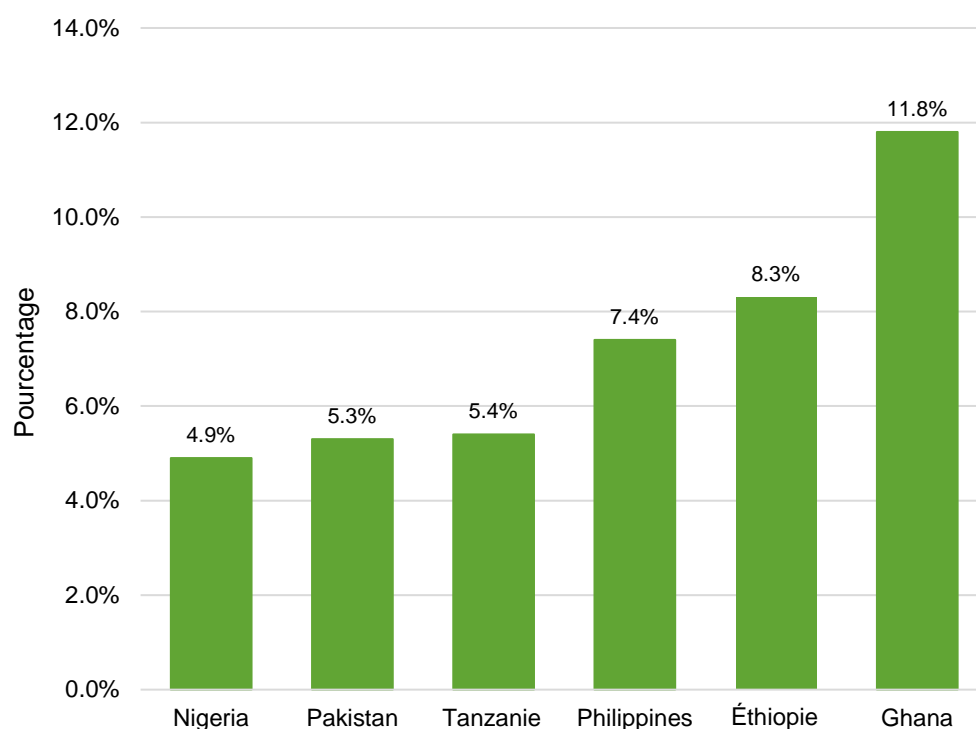
Les dépenses agricoles de la Tanzanie ont augmenté chaque année entre 2003 et 2013, avant de diminuer<sup>34</sup>. Sur la période 2007–2017, l'agriculture a reçu en moyenne 2,2 % du budget national<sup>35</sup>.



# AIDE INTERNATIONALE POUR L'AGRICULTURE

Les bailleurs internationaux jouent un rôle essentiel pour permettre aux États d'investir dans l'agriculture. La part de l'agriculture et du développement rural dans l'aide internationale varie d'un pays à l'autre (voir Graphique 1).

**Graphique 1 : Part moyenne de l'agriculture et du développement rural dans les dépenses d'aide internationale, 2007–2015.**



Source : OECD Stat (2015), Base de données du système de notification des pays créanciers. Les données combinent 1) Secteur 310 : III.1. Aide publique au développement pour Agriculture, Sylviculture, Pêche, Total et 2) Secteur 43040 : Aide publique au développement pour Développement rural. Versements bruts. Tous channels. Tous types d'aide. Millions de dollars des États-Unis. Prix constants. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=CRS1>. Dernière visite le samedi 16 septembre 2017.

Au Ghana, l'aide internationale pour l'agriculture a augmenté au fil du temps. En 2006, le secteur n'a reçu que 1 % de l'aide internationale destinée au Ghana ; sur la période 2010–2014, cette part avait augmenté pour atteindre environ un cinquième<sup>36</sup>. En 2011–2012, environ 87 % des dépenses agricoles du Ghana étaient financées par des bailleurs<sup>37</sup>.

Au Nigeria, l'aide internationale pour l'agriculture a considérablement diminué en 2012 et 2013, mais a été multipliée par cinq en 2015<sup>38</sup>. Les budgets du pays pour l'agriculture et l'eau ont chacun reçu 1 % de l'aide en 2014–2015, bien en deçà des dépenses pour la santé (68 %) et l'éducation (19 %)<sup>39</sup>. Parmi les pays étudiés, les dépenses du Nigeria pour l'agriculture et le développement rural ont représenté la part la plus faible de l'aide internationale perçue (4,9 %) sur la période 2007–2015<sup>40</sup>.

# DÉPENSES CONSACRÉES À L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE<sup>41</sup>

Pour les pays en développement, les coûts de l'adaptation au changement climatique pourraient avoisiner les 140 à 300 milliards de dollars par an d'ici 2030<sup>42</sup>. Les pays riches se sont engagés à porter rapidement leurs contributions pour le financement de la lutte contre le changement climatique à 100 milliards de dollars par an à partir de 2020. Les montants versés sont bien loin de ce qui avait été promis<sup>43</sup>. Le financement de l'adaptation atteint seulement une fraction de la quantité nécessaire et le montant total alloué à l'adaptation équivaut encore à moins de la moitié du financement total pour le climat<sup>44</sup>. Quant aux fonds existants destinés à l'adaptation au changement climatique, seule une petite part est affectée aux paysans et paysannes : en 2016, 345 millions de dollars de financement multilatéral pour l'adaptation au changement climatique à destination des exploitations agricoles familiales et paysannes ont été approuvés<sup>45</sup>. En particulier, quelque 300 millions de dollars de financement multilatéral pour l'adaptation au changement climatique ont été promis pour un fonds spécifique : le « Adaptation for Smallholders in Agriculture Program » de l'IFAD<sup>46</sup>.

Sur la période 2011–2014, les Philippines ont connu un recul à la fois du montant du financement international en matière de changement climatique et de la part de ce financement destinée à l'adaptation. L'adaptation n'a dépassé l'atténuation qu'une seule année sur les quatre de cette période. En moyenne, seulement 8 % de ce financement a été octroyé sous forme de subventions plutôt que de prêts, avec un point bas de 0,12 % en 2013<sup>47</sup>. Qui plus est, l'analyse de plus d'une douzaine de financements climat multilatéraux a identifié un seul projet (évalué à environ 1 million de dollars) destiné spécifiquement à l'adaptation agricole dans le pays<sup>48</sup>. Étant donné que le financement international est principalement affecté à l'atténuation, l'État est contraint d'investir son budget national à l'adaptation, y consacrant ainsi plus de 90 % de son budget national « changement climatique »<sup>49</sup>. Le financement public pour l'adaptation est essentiel, car il peut être difficile d'attirer des investissements privés, en particulier pour soutenir les groupes marginalisés. De fait, l'État peut être confronté à des choix difficiles entre la fourniture de services publics de base et l'adaptation au changement climatique<sup>50</sup>.

Le Pakistan a reçu 1,17 milliard de dollars de flux multilatéraux pour le changement climatique en 2014, mais seulement 26 % de cette somme était destinée à l'adaptation au changement climatique. Près de 99 % du financement était sous la forme de prêts, les subventions pour l'adaptation au changement climatique ne s'élevant qu'à 3,4 millions de dollars<sup>51</sup>. Le Pakistan n'a alloué que 385 000 dollars à sa division nationale consacrée au changement climatique en 2015–2016<sup>52</sup>, dont une majorité a été dépensée pour une seule activité dans le secteur alimentaire et agricole. Dans le Punjab, les autorités provinciales ont prévu de consacrer 26 % de leur budget agricole total à la lutte contre le changement climatique en 2015–

2017<sup>53</sup>. Au Pakistan, sur les vingt fonds multilatéraux consacrés au changement climatique, un seul projet était en lien avec l'agriculture<sup>54</sup>.

Alors que le financement pour l'adaptation au changement climatique est très limité sans son ensemble, le Ghana est parvenu à utiliser près de la moitié de ce financement pour soutenir le secteur agricole<sup>55</sup>. Le financement multilatéral pour le climat destiné au Ghana comprenait un projet de 10 millions de dollars dans le cadre du projet ASAP (Adaptation for Smallholder Agriculture Programme), ainsi que des projets d'agroforesterie et de gestion de l'eau<sup>56</sup>. Alors que 10 % des montants dans le plan climat du gouvernement pour la période 2010–2015 étaient destinés à la sécurité alimentaire et à l'agriculture résiliente au changement climatique<sup>57</sup>, seulement 67 % des fonds alloués ont été dépensés par le ministère de l'Agriculture<sup>58</sup>.

Le Nigeria a reçu un financement dérisoire pour l'adaptation au changement climatique. En mai 2017, les institutions multilatérales n'avaient déboursé que 15 millions de dollars<sup>59</sup>. Sur ce montant, un seul projet évalué à 1,8 million de dollars était spécifiquement affecté à l'agriculture<sup>60</sup>. La population du Nigeria est équivalente à la population combinée des six pays recevant la plus grande part du financement multilatéral pour l'adaptation au changement climatique (Niger, Tanzanie, Mozambique, Zambie, Mali et Ouganda)<sup>61</sup>. Pour autant, ces pays ont reçu au total 47 fois plus de financement multilatéral pour l'adaptation au changement climatique que le Nigeria<sup>62</sup>.

# 3 DES BUDGETS QUI NE SEMBLANT PAS ATTEINDRE LES AGRICULTRICES

Oxfam a trouvé peu d'éléments attestant que les agricultrices recevaient des investissements pour l'agriculture ou pour l'adaptation au changement climatique, ou que leurs intérêts étaient pris en compte dans les budgets du gouvernement. Toutefois, les États ne recueillent pas de données ventilées en fonction du sexe, si bien qu'il est impossible de confirmer quelles affectations, si tant est qu'il y en ait, sont réalisées au profit des agricultrices.

Presque rien ne permet de confirmer que les agricultrices sont effectivement ciblées dans la distribution des ressources. L'hypothèse courante est que si les ressources parviennent aux exploitations paysannes, les agricultrices compteront automatiquement parmi les bénéficiaires. Même en cas de volonté politique affichée de tenir compte des problématiques de genre, par exemple au sein des ministères de l'Agriculture et de l'Environnement, les États n'exigent pas de ces organismes qu'ils intègrent une ligne budgétaire propre aux questions femmes-hommes. Dans les rares cas où des ressources ont été affectées, elles sont souvent ponctionnées des budgets ordinaires et se limitent donc aux opérations des départements concernés. Au niveau international, les bailleurs ont commencé à identifier les dépenses liées aux questions femmes-hommes, une tendance positive qui pourrait être renforcée.

Pour attendre les agricultrices, il faut commencer par faire tomber les obstacles qui les privent d'accès aux intrants agricoles essentiels comme les terres, les machines et les prêts. Pour améliorer l'accès des femmes au crédit, il faut les aider à conquérir des droits fonciers égaux par le biais de titres légaux. Il peut s'avérer nécessaire de réformer les services de vulgarisation pour s'assurer que les agricultrices bénéficient d'un accès égal au soutien technique, en proposant par exemple des formations sur les questions femmes-hommes aux agents de vulgarisation. Le manque de preuve quant aux efforts déployés pour lever ces obstacles suggère que les États ne répondent pas aux besoins des agricultrices<sup>63</sup>.

## ÉTHIOPIE

En Éthiopie, le recours limité à des indicateurs et à une collecte des données concernant les questions femmes-hommes constitue un obstacle de taille. Le programme national de développement économique pour la période 2010–2015<sup>64</sup> fait référence à l'autonomisation des femmes, mais un seul objectif de genre est défini pour l'agriculture, à savoir le nombre d'hommes et de femmes ayant recours aux services de vulgarisation. Il n'affecte aucune ressource dédiée spécifiquement à la mise en œuvre des engagements sur les questions femmes-hommes. La politique agricole éthiopienne<sup>65</sup>, établie pour que le pays respecte les engagements de l'objectif de Maputo, est

critiquée pour son insensibilité aux questions femmes-hommes et n'inclut aucune stratégie pour s'assurer que les investissements agricoles tiennent compte du genre. Cette politique comporte bien une note de bas de page recommandant que les indicateurs soient ventilés par sexe, mais ce point a été ignoré dans les objectifs de la politique et dans les indicateurs<sup>66</sup>.

### **Encadré 1 : Répondre aux besoins des agricultrices dans le cadre du programme de croissance agricole en Éthiopie**

En Éthiopie, le programme de croissance agricole a tenté de répondre aux besoins des agricultrices en définissant dès le départ un taux de participation des femmes de 30 %. Mais le budget ne précise pas comment les fonds sont affectés à la participation des femmes, ni comment déterminer la participation effective des agricultrices ou des femmes en général. Dans un volet, seulement 20 % des participants étaient des femmes. Une étude menée auprès des agriculteurs a permis de déterminer que seulement 5 répondants sur 67 étaient des femmes. Entre 7 et 20 % des foyers bénéficiaires ont une femme à leur tête. Le programme prévoyait également de suivre les résultats à l'aide d'indicateurs ventilés par sexe, mais aucun indicateur qualitatif renseignant sur l'impact du programme sur la vie des femmes n'avait été défini et les données obtenues n'ont pas été utilisées pour ajuster les programmes au niveau des districts, des régions et de la fédération.

Cela a porté ses fruits auprès de certaines agricultrices. Grâce à l'accès à l'irrigation, elles ont pu accroître leur rendement et améliorer l'apport nutritionnel au sein du foyer. D'autres ont renforcé les moyens de subsistance de leur famille en augmentant leurs revenus et en s'engageant plus directement sur les marchés sans passer par des négociants. Ces succès s'expliquent grâce au suivi minutieux réalisé par les experts techniques et du fait que les femmes ont pu choisir le secteur agricole qui répond à une demande au niveau local.

Le programme a également connu quelques écueils. Les autorités des districts ont compilé des documents sur les meilleures pratiques ne remettant nullement en cause les rôles stéréotypés des agricultrices, restreignant ainsi leur capacité à adopter de nouvelles pratiques. Et dans le cadre d'un système de recherche, les agricultrices n'ont pas pu bénéficier d'un accès aisé à des races ou à des variétés de culture améliorées. L'expertise limitée sur les questions femmes-hommes au niveau de l'État et des agences de mise en œuvre du programme a constitué un défi majeur.

Source : DAB Development Research and Training PLC (2015), *Gender Disaggregated Agricultural Expenditure Incidence Analysis in Ethiopia*. Oxfam Amérique.

Autre défi : les ressources insuffisantes allouées par l'État éthiopien à ses mécanismes femmes-hommes. La politique nationale dédiée aux femmes (1994) sous-tend que les femmes doivent être présentes à tous les échelons de l'État, du bureau du Premier ministre aux autorités villageoises. Cette politique n'affecte pas de ressources financières et humaines à la mise en œuvre, et le directeur en charge de la condition féminine reste l'organe du gouvernement le plus en manque d'effectif. Le ministère de l'Agriculture, qui n'a pas de ligne budgétaire propre à la situation des femmes, part du principe que les questions femmes-hommes seront intégrées dans les autres secteurs du budget malgré l'absence d'objectifs. L'Encadré 1 présente la tentative du gouvernement égyptien de répondre aux besoins des agricultrices dans son programme agricole national.

# GHANA

Au Ghana, l'un des huit directorats techniques du ministère de l'Agriculture est dédié aux femmes. Ce directeur élabore des politiques et des programmes, améliore les services de vulgarisation soutenant les agricultrices, mène des recherches et dispense des formations pour lever les obstacles auxquels les femmes sont confrontées<sup>67</sup>. Mais il reste largement sous-financé, n'étant doté en moyenne que de 0,05 % du budget affecté à l'agriculture entre 2010 et 2015. Ce manque de financement n'a toujours pas permis de déployer la stratégie du pays sur l'agriculture et les questions femmes-hommes depuis sa création à la fin des années 1990<sup>68</sup>. Il en va de même pour la lutte contre le changement climatique : le ministère affecté à la condition féminine s'est ainsi vu allouer moins de 1 % et n'a réellement reçu que 0,1 % du financement dédié à la lutte contre le changement climatique entre 2010 et 2015<sup>69</sup>. Les investissements réalisés dans la savane, dans le nord du pays, bénéficieraient à une population équivalente à la moitié des personnes en situation d'extrême pauvreté, notamment un grand nombre de foyers avec une femme à leur tête<sup>70</sup>. Mais cette région n'a reçu que 1,3 % du budget sur la période 2010–2015.

Les programmes du Ghana pour la transition économique<sup>71</sup> incluent des objectifs ventilés par sexe, notamment :

- écarts de productivité entre les agriculteurs et les agricultrices ;
- recours aux intrants et aux services de vulgarisation ;
- élevage ;
- sécurité alimentaire ; et
- création d'emplois<sup>72</sup>.

L'agence nationale des statistiques, le ministère affecté à la condition féminine, le ministère de l'Agriculture et le système de suivi financier du pays ne proposent toutefois pas de données ventilées par sexe<sup>73</sup>. À l'échelle du district, les agences gouvernementales utilisent des outils de suivi pour déterminer la participation des femmes dans les sessions de formation, mais ni la productivité ni l'usage des technologies ne sont évalués, et l'on considère simplement que les avantages reviennent aussi bien aux femmes qu'aux hommes. Le processus budgétaire n'impose pas aux différents services de tenir compte des questions femmes-hommes dans leurs propositions ni de suivre les progrès sur les résultats réalisés en ce sens, mais les services fédéraux sont tenus de consigner les opérations réalisées sur ce thème dans leur bilan final. Pour susciter l'intérêt des bailleurs de fonds, la problématique du genre peut être débattue pour la forme, et des documents et des manuels peuvent être rédigés sur la question, mais les inégalités femmes-hommes perdurent sur le terrain<sup>74</sup>.

# PAKISTAN

Au Pakistan, alors que l'État a largement reconnu le rôle important joué par les femmes, on déplore un écart conséquent entre ces priorités et le budget, les ressources et l'expertise mis à disposition<sup>75</sup>. Les documents budgétaires

et de planification ne révèlent aucun investissement direct en faveur des paysannes<sup>76</sup>. Dans la province du Punjab, seulement 2 projets sur 11 ayant pour thématique commune l'autonomisation des femmes incluaient un volet sur le changement climatique pendant la période 2015–2017<sup>77</sup>. Le projet politique du pays en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire souligne le rôle des femmes, des paysans et paysannes et des travailleurs agricoles sans terre. Il cherche également à améliorer l'accès de ces groupes marginalisés aux technologies, aux intrants, aux infrastructures et au financement. Mais cette politique demeure à l'état de projet, le ministère en charge de la sécurité alimentaire fonctionnant sans cadre défini depuis 2011<sup>78</sup>.

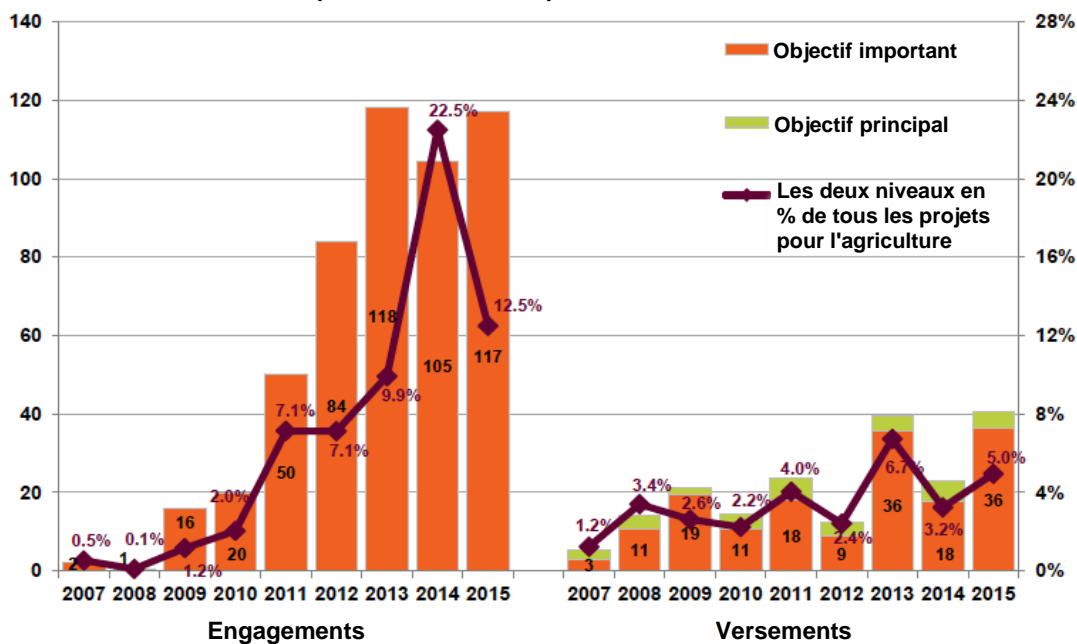
## NIGERIA

Au Nigeria, l'orientation politique en matière d'adaptation dans le secteur agricole incluait une recommandation sur les questions femmes-hommes, mais elle se limitait à encourager la participation des femmes dans les initiatives de renforcement des moyens de subsistance. Bien que la participation des femmes soit importante, cela reste un objectif prudent qui ne devrait rien changer dans la vie des agricultrices. Le cadre national de résilience agricole apporte une réponse plus pertinente aux besoins des femmes. Afin d'améliorer la gestion de l'eau, ce cadre promeut l'acquisition de pompes motorisées par les agricultrices et propose des transferts monétaires et des interventions nutritionnelles pour soutenir les femmes et les enfants. La mise en œuvre de ces différents points ne fait toutefois pas l'objet d'un suivi suffisant<sup>79</sup>.

## BAILLEURS DE FONDS INTERNATIONAUX

Par l'intermédiaire de sa politique de développement, l'UE a joué un rôle clé pour souligner l'importance de combler le fossé entre les hommes et les femmes dans l'agriculture. Alors que l'UE s'est engagée à investir en faveur des agricultrices, dans la pratique, ces dernières ne sont pas les premiers bénéficiaires de l'aide au secteur agricole. Dans le cadre d'une étude Oxfam menée sur plus de 7 500 projets de développement agricole financés par l'UE entre 2007 et 2015 un peu partout dans le monde, le financement ayant pour « principal » objectif l'égalité entre les femmes et les hommes ne représentait que 0,6 % de l'aide allouée par l'UE pour l'agriculture. En Afrique subsaharienne, la part du financement pour renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes est encore plus basse. De même, suite à l'évaluation de 25 projets financés par l'UE, l'égalité entre les femmes et les hommes s'est révélée être un objectif « principal » dans un seul projet. Alors que l'égalité entre les femmes et les hommes était désignée comme l'objectif « principal » dans 19 projets, peu d'entre eux ont inclus des actions ciblant spécifiquement les femmes (voir le Graphique 2)<sup>80</sup>.

**Graphique 2 : Aide de l'UE pour l'agriculture soutenant l'égalité entre les femmes et les hommes (millions d'euros)<sup>81</sup>**





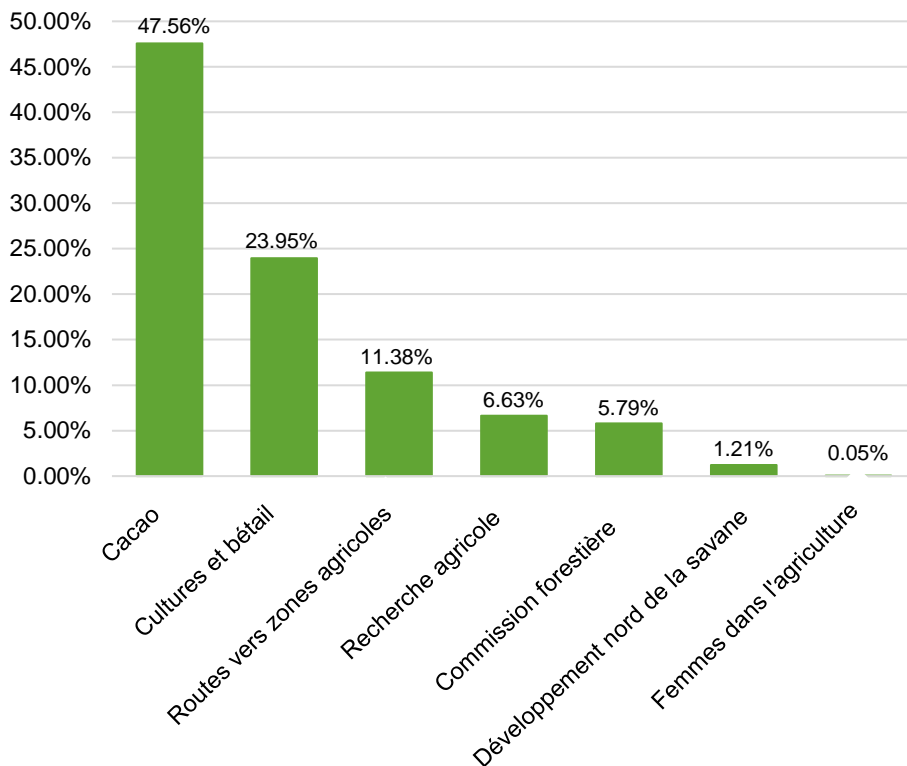
# 4 RESSOURCES DÉTOURNÉES VERS D'AUTRES PRIORITÉS

Le financement pour l'agriculture et l'adaptation au changement climatique qui n'atteint pas ces pays est souvent détourné au profit de projets d'immobilisation et d'infrastructure, d'instituts de recherche, de chaînes de valeur sur des cultures spécifiques et de zones géographiques moins exposées à la pauvreté endémique. Ces types d'investissements, qui sont plus visibles pour les citoyens et bénéficient aux institutions établies, peuvent avoir un impact indirect sur les moyens de subsistance des paysans et paysannes. Mais les dépenses disproportionnées dans ces domaines éclipsent le soutien direct accordé à la majorité des paysans et paysannes qui produisent des cultures marchandes. Étant donné qu'il existe de nombreuses façons de sortir de la pauvreté, il convient de rééquilibrer ces priorités d'investissement.

## GHANA

Au Ghana, les investissements ne sont pas équilibrés dans les sous-secteurs et domaines où la concentration de paysans et paysannes les plus pauvres est la plus grande. En 2010–2015, le secteur du cacao a reçu une allocation moyenne correspondant à environ la moitié du budget de l'État alloué à l'agriculture. Le cacao est cultivé par de nombreux paysans et paysannes et constitue une source importante de revenus d'exportation dans le pays. De fait, l'aide durable apportée à cette culture est un domaine d'investissement de poids dans le pays. Les secteurs de la culture et de l'élevage, qui regroupent le plus fort de la main-d'œuvre agricole et le plus grand nombre de paysans et paysannes pauvres, ont reçu en moyenne un quart du budget de l'État sur la même période (voir le Graphique 3)<sup>82</sup>. Les zones de culture du cacao se trouvent au sud, dans la région la plus prospère du pays, tandis que les cultures vivrières et l'élevage sont majoritairement dans le nord, où la pauvreté est plus prégnante. Par ailleurs, les activités agricoles en milieu urbain sont privilégiées : tandis que la capitale Accra ne compte que 5,6 % de la population du Ghana vivant dans la pauvreté, elle perçoit 18 % du budget agricole de l'État.

**Graphique 3 : Répartition du budget agricole du Ghana 2010–2015**



Source : Comptes publics annuels (2010–2015) du Controller and Accountant General Department, Ghana Cocoa Board (COCOBOD). Cités dans Addo (2016). Tableau 7. Les femmes dans le développement agricole (WIAD) est l'un des sept directorats techniques du ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture. Les autres directorats sont : services d'ingénierie agricole, services de vulgarisation agricole, production animale, cultures, pêches, services de réglementation et de protection des plantes, et services vétérinaires.

Au Ghana, le financement penche également vers les dépenses en immobilisation. Cela restreint les dépenses consacrées aux biens et aux services, qui pourraient pourtant bénéficier aux paysans et paysannes sous la forme de subventions<sup>83</sup>. En 2015, le montant alloué aux projets d'infrastructure d'envergure comme la mécanisation agricole, l'irrigation et les barrages était cinq fois supérieur aux sommes affectées aux autres catégories<sup>84</sup>. Même si les agriculteurs peuvent bénéficier des améliorations apportées aux infrastructures, les paysans et paysannes ont également besoin d'accéder à des agents de vulgarisation, au marché local et à d'autres services de soutien.

## PHILIPPINES

Aux Philippines, le financement de l'adaptation est souvent fourni sous la forme de prêts d'infrastructure conséquents dédiés aux travaux publics et aux services énergétiques, si bien que l'adaptation communautaire et le secteur agricole ne reçoivent pas le financement dont ils ont besoin<sup>85</sup>. En 2017, les travaux publics ont reçu 88 % du financement pour l'adaptation, contre seulement 6 % pour l'agriculture<sup>86</sup>. Les infrastructures représentent un aspect important de l'adaptation au changement climatique, surtout dans un pays comme les Philippines sujet à des conditions climatiques extrêmes, mais ce déséquilibre abyssal prive les paysans et paysannes du soutien dont ils ont besoin. Au niveau municipal par exemple, 60 % du budget pour le

changement climatique de Tanauan est alloué aux infrastructures ; l'agriculture se contente de l'allocation la plus faible dans le plan d'adaptation local de la municipalité. Les agriculteurs ont communiqué leurs besoins, mais le financement est insuffisant pour couvrir à la fois les investissements dans les infrastructures et les priorités qu'il ont exprimées.

Tandis que les projets d'infrastructure sont privilégiés, les programmes d'adaptation au changement climatique restent largement sous-financés partout aux Philippines. Par exemple, la municipalité de San Francisco sur les îles Camotes était la première à mener une évaluation de la vulnérabilité, à identifier des options d'adaptation et à soumettre un plan local de financement du fonds de survie citoyen national créé pour aider les communautés vulnérables à s'adapter au changement climatique<sup>87</sup>. Alors que la population était déjà dans l'incapacité de cultiver suffisamment pour répondre aux besoins alimentaires locaux, les typhons privent plusieurs fois par an les îles de denrées alimentaires et de fournitures médicales, tandis que les inondations accroissent le nombre de cas de dengue et de diarrhée. En moyenne (sur la période 2010–2015), seulement 5 % du budget de la municipalité est affecté au changement climatique, et seulement 3 % à l'agriculture, si bien que tous les besoins non financés sont tributaires de sources externes. Cette municipalité n'a par ailleurs toujours pas reçu le financement correspondant aux prévisions<sup>88</sup>.

## NIGERIA

Au Nigeria, les interventions susceptibles de transformer la vie des agriculteurs et agricultrices sont négligées au profit d'initiatives de recherche et de grands projets d'infrastructure. La moitié du budget agricole est affecté aux projets d'immobilisation ; une part importante de cette somme est reversée à quelque 40 instituts de formation et de recherche. Le financement du capital et la recherche ciblée sur l'irrigation et le développement des cultures pourraient avoir un impact sur la vie des paysans et paysannes, mais les États doivent veiller à ce que les conclusions des recherches se traduisent par des actions ayant un impact sur leur vie. Le financement est également détourné des domaines les plus frappés par la pauvreté. Le sud-ouest du Nigeria a reçu des versements 15 fois supérieurs au nord-est, pourtant classé plus bas dans les indices de développement humain<sup>89</sup>.

Dans certains cas, le financement qui aurait été mieux dépensé pour bénéficier directement aux paysans et paysannes est détourné vers des projets d'immobilisation qui s'effondrent avant leur terme. Par exemple, le Chouchi Irrigation Project au Nigeria dans l'État d'Adamawa était censé détourner l'eau de la rivière vers une station de pompage destinée aux agriculteurs et agricultrices. Suite à l'abandon du projet à cause de problèmes contractuels, les villageois ont commencé à construire des structures sur le site qui ont compromis la poursuite du projet<sup>90</sup>. Les États et les bailleurs de fonds doivent faire attention aux ressources investies dans des projets d'envergure risquant au final de ne pas bénéficier aux agriculteurs et agricultrices.

# TANZANIE

En Tanzanie, il apparaît que les agriculteurs et agricultrices manquent de ressources essentielles : graines, alertes propres à l'agriculture, formation aux techniques agricoles, accessibilité du marché et prêts (voir l'Encadré 2)<sup>91</sup>.

## Encadré 2 : Les agriculteurs et agricultrices tanzaniens ont besoin de l'aide du gouvernement

Une étude d'Oxfam menée auprès de 3 000 agriculteurs et agricultrices répartis dans 13 régions de Tanzanie a permis de déterminer l'aide gouvernementale dont les agriculteurs et agricultrices ont besoin, la majorité réclamant des subventions pour les intrants agricoles, et un quart des formations dispensées par des experts.

Aide gouvernementale requise	Pourcentage d'agriculteurs/trices
Subventions pour les intrants agricoles	61
Formation dispensée par des experts	27
Prêts	17
Infrastructure	17
Accès au marché	6
Prévention contre les intrants agricoles contrefaits	5
Zones distinctes pour l'alimentation du bétail et les cultures	4

L'étude menée en Tanzanie a également révélé que la majorité des agriculteurs et agricultrices ne bénéficiaient pas de services de vulgarisation. Et lorsqu'ils en bénéficiaient, la qualité de ces services était décrite comme « moyenne » ou « médiocre ».

Services de vulgarisation	Pourcentage d'agriculteurs/trices ne bénéficiant pas de tels services
Graines de qualité	73
Conservation du sol	82
Conseils à des groupes de femmes	71
Compétences en matière d'irrigation	80
Terrassement	80
Diversification des cultures	77
Accès à un capital de démarrage	81
Informations sur les conditions météorologiques	77
Stockage des récoltes en silo et abris pour animaux	79

Source : A. A. Kinyondo et J. Magashi (2017), *Enhancing Rural Livelihoods in Tanzania: A Smallholder Farmers' Perspective*. Oxfam Tanzanie Cette étude a été menée dans 13 régions de Tanzanie : Dodoma, Unguja nord, Manyara, Singida, Mtwara, Unguja sud, Njombe, Shinyanga, Rukwa, Tanga, Morogoro, Mwanza et Mjini Magharibi.

# 5 CAPACITÉ INADÉQUATE À ASSURER LE FINANCEMENT

Oxfam a identifié un manque de systèmes de suivi financier adéquats dans tous les États étudiés. Il est de fait difficile de contrôler les progrès réalisés par rapport aux programmes nationaux et aux engagements internationaux. Certains États ne disposent d'aucun mécanisme pour suivre et publier les dépenses allouées à l'agriculture et à l'adaptation au changement climatique, tandis que d'autres sont dépourvus des systèmes de suivi requis pour déterminer si les dépenses bénéficient aux paysans et paysannes ou ont un impact sur leur vie. Dans certains pays, le budget alloué à l'agriculture est fusionné avec les dépenses affectées à d'autres domaines comme l'exploitation minière, l'environnement ou le commerce<sup>92</sup>. Les États classent un vaste panel d'actions sous couvert de l'adaptation au changement climatique, ce qui peut fausser le financement exact attribué à l'adaptation. Par ailleurs, les bailleurs de fonds n'acheminent et ne déclarent pas systématiquement les financements par le biais des systèmes centralisés des États, ce qui peut générer des incohérences entre les informations nationales et internationales et saper les efforts à l'échelle du pays. Les cadres nationaux et internationaux de financement pour l'adaptation au changement climatique sont nouveaux, mais les faiblesses existantes des systèmes de suivi entravent le bon acheminement des financements.

Les services gouvernementaux sont également confrontés à d'autres défis pour adresser les ressources paysans et paysannes : planification et coordination, processus décisionnel participatif, versements efficaces et lutte contre la corruption. Les politiques en matière d'agriculture, de changement climatique et de genre ne sont souvent pas coordonnées entre les ministères. Les services des autorités locales ne disposent pas de ressources suffisantes, et ne sont peut-être pas habilités par l'État ou les bailleurs de fonds à promouvoir la concertation afin de veiller à ce que les dépenses reflètent les besoins des agriculteurs. Une bureaucratie lourde ralentit souvent le processus, si bien que les intrants peuvent être réceptionnés trop tard pour les semences ou la récolte.

## PAKISTAN

Validée en 2012, la politique en matière de changement climatique au Pakistan inclut des mesures d'adaptation et d'atténuation dans divers secteurs, notamment l'agriculture et l'élevage. Mais son application a été ralentie par plusieurs insuffisances au niveau de la planification de mise en œuvre, des stratégies d'accès au financement et de la capacité des autorités publiques locales. À l'instar des autres processus décisionnels au Pakistan, la planification du changement climatique est dominée par des experts techniques et des représentants officiels. Cette domination est susceptible d'exclure les voix des autres parties prenantes<sup>93</sup>. La coordination entre les

différents organes gouvernementaux a également posé problème, par exemple concernant les stratégies nationales de réduction de la pauvreté et de gestion des risques de catastrophes. Au Pakistan, les données publiques disponibles sur le budget consacré par l'État dans ce domaine sont limitées, ce qui constitue un obstacle de taille pour évaluer les dépenses destinées à la lutte contre le changement climatique.

Par ailleurs, la planification au niveau local manque d'inclusion et de transparence. Dans une étude de 2015, le Pakistan a obtenu une note de 10 sur 100 points concernant l'engagement public dans le processus budgétaire de l'État<sup>94</sup>. Oxfam a néanmoins soutenu des districts dans la province du Punjab pour créer des « plans d'adaptation locaux », intégrant les représentants communautaires dans les évaluations de la vulnérabilité au niveau local, ce qui a permis d'accroître les allocations budgétaires à l'échelle du district (voir l'Encadré 3).

### **Encadré 3 : Faire entendre la voix des agriculteurs et agricultrices dans les programmes provinciaux sur le changement climatique au Pakistan**

En 2015, la Haute Cour de Lahore a jugé le cas d'un agriculteur, Asghar Leghari, ayant porté plainte contre les autorités provinciales du Punjab. Leghari affirmait que l'État n'avait pas pris de mesures pour développer la résilience requise face au changement climatique, comme stipulé dans le cadre politique national sur le climat (2012). Au cours de ce jugement, la cour a déclaré que le changement climatique « *constituait la menace la plus sérieuse pour le Pakistan* » et a ordonné la création d'une Commission sur le changement climatique pour suivre la mise en œuvre du cadre.

Oxfam (par le biais de la campagne « Cultivons ») et son partenaire national LEAD ont travaillé avec les autorités du Punjab pour formuler une politique provinciale sur le changement climatique en phase avec son homologue national. Cette initiative a permis de faire entendre la voix des communautés rurales auprès de la Commission sur le changement climatique, et les priorités des diverses parties prenantes ont été prises en compte dans la politique provinciale. Il est prévu d'inclure la création d'un organe au sein du service national de développement et de planification qui sera en charge des politiques provinciales sur le changement climatique, de l'alignement des programmes de développement annuels avec la politique sur le changement climatique et les Objectifs de développement durable des Nations unies, ainsi que de l'établissement d'un fonds vert provincial pour financer les projets de développement et sur le climat.

Des obstacles persistent dans l'accès au financement mondial sur le climat au niveau local afin de mener des évaluations de vulnérabilité, de s'assurer que les programmes locaux reflètent les besoins des femmes et de veiller à ce que les rapports nationaux tiennent compte des besoins et des vulnérabilités à l'échelle provinciale<sup>95</sup>.

## PHILIPPINES

Dans le but d'accroître la redevabilité et la transparence, l'État philippin a récemment créé un système de suivi des dépenses sur le changement climatique. Ce système a pour vocation d'identifier qui finance quelles priorités et d'aider l'État à faire en sorte que les bailleurs de fonds

internationaux respectent leurs engagements. Bien que cela constitue un premier pas dans la bonne direction, ce système reste perfectible. Premièrement, les agences nationales et les autorités locales doivent identifier les investissements ayant trait à l'adaptation ou à l'atténuation, et plusieurs projets discutables portant sur les volcans et les séismes ont été marqués<sup>96</sup>. Deuxièmement, un simple marquage du budget ne permet pas de déterminer si les ressources profitent aux groupes marginalisés. Un système plus complet permettrait de déterminer si les investissements réalisés sur le changement climatique atteignent les objectifs prévus et pourrait servir à attirer des ressources internationales supplémentaires pour l'adaptation, notamment à l'échelle locale.

## GHANA

Au Ghana, le système de planification et de budgétisation reflète sur le papier les principes de bonne gouvernance. L'État publie régulièrement une version simplifiée du budget dans les dialectes locaux. La concertation avec les parties prenantes vise à éclairer le processus décisionnel. La participation des groupes marginalisés reste toutefois limitée<sup>97</sup>, tout comme les consultations au niveau local : les agricultrices sont très peu consultées et leurs besoins se reflètent rarement dans les projets<sup>98</sup>. Le fossé entre l'argent affecté et les sommes mises à disposition constitue un autre défi. Sur les 86,7 millions de dollars approuvés pour le financement multilatéral de la lutte contre le changement climatique à compter de 2016, seulement 37 % ont été réellement versés par les bailleurs internationaux, ce qui entrave la capacité de l'État à lutter contre le changement climatique<sup>99</sup>.

## NIGERIA

Le gouvernement nigérian a rencontré des difficultés pour acheminer le financement par l'intermédiaire d'un système centralisé. Bien que la commission de planification ait établi une base de données dédiée à l'aide au développement pour suivre le financement entrant des bailleurs de fonds, tous les bailleurs n'utilisent pas cette base pour leurs interventions. Les données financières sont également hétérogènes entre ce système de suivi national et les plateformes internationales. Quelque 400 projets sont actuellement enregistrés dans la base de données du pays<sup>100</sup>, alors que le système de suivi de l'International Aid Transparency Initiative compte environ 1 800 projets actifs<sup>101</sup>. Un tel écart freine l'évaluation de l'efficacité des dépenses et l'arrivée d'investissements supplémentaires.

# 6 RECOMMANDATIONS

Un véritable soutien aux agricultrices pourrait libérer le potentiel de centaines de millions de personnes afin de réduire efficacement la pauvreté et la faim tout en renforçant la résilience des pays au changement climatique. Les États n'ont pas respecté leurs engagements. Ils doivent lever les obstacles qui entravent les agricultrices tout en redirigeant les ressources pour renforcer l'agriculture paysanne. Les recommandations suivantes s'adressent aux pays en développement et à revenus intermédiaires qui ont participé à l'étude d'Oxfam, mais peuvent également s'avérer pertinentes pour d'autres pays. D'autres recommandations ci-dessous s'adressent aux États des pays développés.

## Les États doivent prendre des mesures pour soutenir des agricultrices

- **Allouer des ressources spécifiquement aux agricultrices**  
Plutôt que de supposer un ruissellement des ressources jusqu'aux femmes, la budgétisation pour l'agriculture et l'adaptation au changement climatique doit inclure des éléments spécifiques pour soutenir les agricultrices. Les services gouvernementaux (notamment mais sans s'y restreindre les ministères de l'agriculture, des femmes, de l'environnement et des finances) doivent réserver une part du budget d'immobilisation aux actions qui placent le soutien et les ressources agricoles directement aux mains des agricultrices.
- **Ventiler les données selon le sexe**  
Des données ventilées selon le sexe doivent être recueillies tout au long des processus de planification et de mise en œuvre pour l'agriculture et le changement climatique. Elles doivent également être intégrées dans les bases de données statistiques et les systèmes de suivi nationaux. Ces données ne doivent pas se limiter à la participation des femmes, mais déterminer les résultats dans la vie des agricultrices et identifier les dépenses et les allocations spécifiques dédiées à ces résultats.
- **Faire tomber les obstacles liés aux questions femmes-hommes**  
Les ministères de l'Agriculture doivent cibler les obstacles privant les femmes de l'accès aux intrants agricoles essentiels. Cela inclut d'identifier des solutions pour que les femmes accèdent au crédit et au financement sans régime foncier légal ou bénéficient des données opportunes en matière d'irrigation ou d'accès au marché. Les États doivent accroître le nombre et le périmètre des conseillers agricoles sensibilisés aux besoins des agricultrices.
- **Soutenir la participation des agricultrices dans le processus de décision budgétaire**  
Les groupes de femmes et les associations d'agriculteurs peuvent être formés pour suivre la budgétisation au niveau municipal et local afin de tirer meilleur parti du financement. Au vu des obstacles à la participation égale au sein des associations d'agriculteurs, les autorités locales doivent explorer des moyens d'accroître la participation et le leadership des femmes dans ces organes.



## **Les États doivent prendre des mesures pour rediriger les ressources vers l'agriculture paysanne et familiale**

- **Équilibrer le soutien entre agriculture paysanne et familiale et investissements existants**

Les États doivent étudier de près les investissements et octroyer un soutien suffisant aux exploitations **paysannes et familiales**. Ils doivent offrir un soutien adéquat aux paysans et paysannes, par exemple en matière d'irrigation, de semences et d'engrais, de services de vulgarisation, d'accès au crédit et de mécanisation. Les États doivent fournir des intrants durables et résilients (comme des semences tolérantes à la sécheresse et des engrais biologiques) et investir dans des banques de semences et d'autres mécanismes pour réduire la dépendance des agriculteurs et agricultrices aux subventions. Le soutien doit également être redirigé sur le renforcement des capacités et les conseils techniques pour contribuer à l'autonomisation des agriculteurs et des agricultrices. Des réglementations doivent être en place pour plafonner les dépenses récurrentes comme les opérations gouvernementales et l'élaboration de politiques afin d'éviter de favoriser ce type de dépense au détriment de la fourniture d'intrants agricoles. Les budgets doivent soutenir équitablement la compensation, les biens et services, et les dépenses en immobilisation. Pour garantir un financement adéquat, les États doivent mobiliser des ressources domestiques grâce à des régimes fiscaux efficaces et favorables aux plus pauvres.

- **Dimensionner les financements en fonction des zones avec des niveaux élevés de pauvreté**

Les dépenses doivent être déployées dans les zones géographiques où les paysans et paysannes sont confrontés à une pauvreté extrême plutôt que de privilégier de manière disproportionnée des domaines plus prospères ou productifs du point de vue agricole, avec pour conséquence d'exacerber les inégalités. Les budgets agricoles locaux et régionaux doivent être attribués en fonction de divers critères : taux de pauvreté, foyers avec une femme à leur tête, vulnérabilité face au changement climatique et nombre de paysans et paysannes. En plus de soutenir les paysans et paysannes investisseurs, les États doivent aider les paysans et paysannes de subsistance susceptibles d'accéder aux marchés.

- **Renforcer la transparence et la redevabilité par le biais de systèmes de suivi financier**

Les États doivent créer ou renforcer des systèmes de suivi des dépenses et désigner une agence de coordination unique faisant office de centre d'information sur l'ensemble des flux financiers arrivant dans le pays. Cela pourrait contribuer à endiguer les doublons et le financement illicite. Pour garantir la cohérence et empêcher les doublons dans le suivi du budget, des définitions communément admises, des critères et des codes budgétaires doivent être utilisés pour l'agriculture familiale et paysanne et l'adaptation au changement climatique<sup>102</sup>.

- **Améliorer la cohérence et réduire la bureaucratie**

Afin de canaliser le financement disponible limité vers l'agriculture familiale et paysanne, les ministères et les gouvernements locaux doivent intégrer le changement climatique, l'agriculture et les questions femmes-hommes dans la planification et la programmation. Les processus financiers et d'approvisionnement doivent être rationalisés pour garantir

une distribution opportune du financement et un meilleur versement des allocations.

- **Doter les gouvernements locaux de ressources**

Les gouvernements locaux ont besoin de ressources adéquates pour promouvoir la participation réelle des paysans et paysannes dans les décisions budgétaires et doivent recevoir un soutien approprié pour mettre en place les lignes budgétaires pour les processus participatifs. Les États doivent envisager de définir un objectif pour le financement local dans leur portefeuille. Les programmes locaux pour l'adaptation au changement climatique développés en fonction des besoins des plus vulnérables doivent recevoir le financement requis.

**Les pays développés doivent prendre des mesures pour cibler les femmes et les paysans et paysannes**

- **Diriger le financement là où il y en a le plus besoin**

Les pays développés doivent répondre à leurs obligations de financement de la lutte contre le changement climatique, qui doit être un financement nouveau et distinct de l'APD. Les États des pays développés doivent explicitement consacrer des lignes budgétaires aux paysans et paysannes, diriger l'aide vers les pays et les régions qui en ont le plus besoin et fournir un financement à long terme pour l'adaptation au changement climatique afin de contribuer à la diversification des moyens de subsistance des agriculteurs et agricultrices. Le programme Adaptation for Smallholders in Agriculture Program de l'IFAD est l'un des différents financements déjà mis sur pied pour mettre ces ressources à disposition.

- **Améliorer le reporting sur l'aide internationale**

Les pays développés doivent publier des documentations et des données exhaustives et clairement codifiées sur les projets dans les bases de données en ligne<sup>103</sup>. Le marquage femmes-hommes doit être étendu, en s'inspirant du système de marquage dédié de l'OCDE<sup>104</sup>.

# NOTES

- 1 Bien qu'ils constituent le cœur des recherches d'Oxfam pour ce document, ces pays ne sont pas représentatifs de l'ensemble des pays dans le monde.
- 2 FAO (2014), « *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2014 : Ouvrir l'agriculture familiale à l'innovation* ». <http://www.fao.org/publications/sofa/2014/fr/>
- 3 FAO (2016), « *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2016 : Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire* ». <http://www.fao.org/publications/sofa/2016/fr/>
- 4 Ibid.
- 5 Anchor Borrowers, Programme de la Banque centrale du Nigeria. <https://www.cbn.gov.ng/out/2017/dfd/anchor%20borrowers%20programme%20guidelines%20dec%20%202016.pdf>
- 6 T. Olusade, D. Bukola, D. Funmi et A. Titilope (2017), *Impact of Investments in Agriculture and Climate Change Adaptation on Small Scale Farmers in Nigeria*. Oxfam Nigeria/WANEP.
- 7 FAO (2016), *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2016 : Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire* ». <http://www.fao.org/publications/sofa/2016/fr/>
- 8 SOFA Team et C. Doss (2011), *The role of women in agriculture*. Document de travail de la FAO ESA N° 11-0. <http://www.fao.org/docrep/013/am307e/am307e00.pdf>
- 9 FAO (2011), *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2011 : Le rôle des femmes dans l'agriculture : Comblant le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement* ». <http://www.fao.org/docrep/013/i2050f/i2050f.pdf>
- 10 SEND Ghana (2014), *Women and Smallholder Agriculture in Ghana*. Document d'orientation politique n° 4/octobre 2014.
- 11 FAO (2016), *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2016 : Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire* ». <http://www.fao.org/publications/sofa/2016/fr/>
- 12 Ibid.
- 13 Banque mondiale (2014), *Levelling the Field: Improving Opportunities for Women Farmers in Africa*. <http://documents.worldbank.org/curated/en/579161468007198488/pdf/860390WP0WB00N0osure0date0March0180.pdf> Dernière visite le 12 septembre 2017. Oxfam a identifié des obstacles liés aux questions femmes-hommes dont sont victimes les agricultrices au Sri Lanka, dans le cadre de la campagne Female Food Heroes (Surmonter les obstacles à l'autonomisation des productrices alimentaires au Sri Lanka).
- 14 FAO (2014), *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2014 : Ouvrir l'agriculture familiale à l'innovation*. <http://www.fao.org/publications/sofa/2014/fr/>
- 15 R. Vargas-Lundius (2012), *Sustainable smallholder agriculture: Feeding the world, protecting the planet*. IFAD. p. 8 <https://www.ifad.org/documents/10180/6d13a7a0-8c57-42ec-9b01-856f0e994054>
- 16 Pour plus d'informations sur les travaux d'Oxfam sur le changement climatique, voir Oxfam (2015), *Africa's Smallholders Adapting to Climate Change*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/en/research/africas-smallholders-adapting-climate-change>
- 17 Banque mondiale (2014), *Levelling the Field: Improving Opportunities for Women Farmers in Africa*. <http://documents.worldbank.org/curated/en/579161468007198488/pdf/860390WP0WB00N0osure0date0March0180.pdf>
- 18 Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Mis à jour en 2014 à Malabo.
- 19 Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique. <http://www.achpr.org/fr/instruments/women-protocol/>
- 20 Commission de l'Union africaine (2010), Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons. [https://au.int/sites/default/files/pages/3657-file-agenda2063\\_popular\\_version\\_fr.pdf](https://au.int/sites/default/files/pages/3657-file-agenda2063_popular_version_fr.pdf)
- 21 Objectifs de développement durable des Nations unies : <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>
- 22 Telles que définies par le World Resources Institute : « *Les contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN) sont, pour les États, le principal moyen de communiquer à l'international les mesures qu'ils prendront pour lutter contre le changement climatique dans leur pays respectif. Les CPDN reflètent l'ambition de chaque pays en matière de réduction des émissions en tenant compte de son contexte et de ses capacités au niveau national. Certains pays y incluent également la manière dont ils s'adapteront aux impacts du changement climatique, ainsi que le soutien dont ils auront besoin de la part d'autres pays, ou qu'ils apporteront à d'autres pays, pour adopter des filières sobres en carbone et renforcer la résilience climatique.* » <http://www.wri.org/indc-definition>
- 23 FAO (2016), *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2016 : Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire*. <http://www.fao.org/3/a-i6030f.pdf>
- 24 Tout au long du présent document, l'expression « aide internationale » remplace « aide publique au développement » (APD), qui est l'expression consacrée par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et développement économique pour mesurer l'aide.
- 25 Commission européenne (2010), *Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen : Un cadre stratégique de l'UE pour aider les pays en développement à relever les défis liés à la sécurité alimentaire*. SEC(2010)379. <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52010DC0127&from=fr>

- 26 Une analyse distincte du financement pour l'agriculture et l'adaptation au changement climatique s'est appuyée sur les données gouvernementales disponibles et la manière dont les recherches ont été conçues dans chaque pays. Pour les précédentes analyses d'Oxfam sur les montants investis par les bailleurs et les États pour l'agriculture et l'adaptation au changement climatique, voir Jessica Mwanzia (2017), *A Broken Promise! Financing African Small Holder Agriculture*. Oxfam International.
- 27 FAO, IFAD et PAM (2015), *Achieving Zero Hunger: The Critical Role of Investments in Social Protection and Agriculture*. Advocacy Note – p. iv. <http://www.fao.org/3/a-i4777e.pdf> Une analyse similaire avance le chiffre de 210 milliards de dollars par an requis pour l'agriculture : G. Schmidt-Traub et J. D. Sachs (2015), *Financing Sustainable Development: Implementing the SDGs through Effective Investment Strategies and Partnerships*. Sustainable Development Solutions Network.
- 28 PNUE (2016), *The Adaptation Gap Report*. <http://www.unep.org/adaptationgapreport/2016>
- 29 State of the Union (2014), *Continental Compliance Report 2014: Realizing Africa's Aspirations*. <http://www.fahamu.org/resources/SOTU-Continental-Compliance-Report-2014-English1.pdf>
- 30 Ministère éthiopien des Finances. Growth and Transformation Plan I. [http://www.ethiopians.com/Ethiopia\\_GTP\\_2015.pdf](http://www.ethiopians.com/Ethiopia_GTP_2015.pdf)
- 31 DAB Development Research and Training PLC (2015), *Gender Disaggregated Agricultural Expenditure Incidence Analysis in Ethiopia*. Oxfam Amérique. Environ 36 % de l'aide budgétaire correspond à des immobilisations, le reste s'inscrivant dans le budget ordinaire.
- 32 Comptes publics annuels (2010–2015) du Controller and Accountant General Department (CAGD) et Ghana Cocoa Board (COCOBOD). Cités dans : B. Addo, O. Mensah, O. Karikari et M. Klutse (2016), *Report on Public Investments and Climate Change Adaptation Finance Flows for Agriculture and Small-Scale Women Producers in Ghana*. Oxfam. Figure 3 et Tableau 6.
- 33 D'après le document « Appropriation Acts » du Gouvernement fédéral du Nigeria, 2010-2015. Comme relaté dans : T. Olusade, D. Bukola, D. Funmi et A. Titilope (2017), *Impact of Investments in Agriculture and Climate Change Adaptation on Small Scale Farmers in Nigeria*. Oxfam Nigeria/WANEP. Voir Tableau 3.2.
- 34 A. A. Kinyondo et J. Magashi (2017), *Enhancing Rural Livelihoods in Tanzania: A Small-holder Farmers' Perspective*. Oxfam Tanzanie
- 35 A. Msiklua (2017), *Tanzania: Raising Agricultural Ministry's Budget to Benefit Rural Folks*. <http://allafrica.com/stories/201706140103.html>
- 36 Ghana Statistical Service. Cités dans : B. Addo, O. Mensah, O. Karikari et M. Klutse (2016), *Report on Public Investments and Climate Change Adaptation Finance Flows for Agriculture and Small-Scale Women Producers in Ghana*. Oxfam. Tableau 14.
- 37 Ibid.
- 38 Ministère du budget et de la planification nationale 2015. Cité dans T. Olusade, D. Adebukola, D. Funmi et A. Titilope (2017), *Impact of Investments in Agriculture and Climate Change Adaptation on Small Scale Farmers in Nigeria*. Oxfam Nigeria/WANEP.
- 39 Ibid.
- 40 OECD Stat (2017), *Versements d'aide (APD) vers les pays et régions [CAD2a]*. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=CRS1> Dernière visite le 6 septembre 2017.
- 41 Pour plus d'informations sur le financement de l'adaptation au changement climatique, voir : T. Carty et A. Le Comte (2016), *Un goût d'inachevé : Comment combler le manque de financement pour l'adaptation au changement climatique suite à l'Accord de Paris*. Oxfam. <https://www.oxfam.org/fr/rapports/un-gout-dinacheve> Alors qu'Oxfam recommande aux bailleurs de veiller à ce que le financement de la lutte contre le changement climatique soit incrémental par rapport aux engagements existants en matière d'aide, les données gouvernementales étudiées pour le présent document ne distinguent pas toujours ces catégories de manière appropriée.
- 42 PNUE (2016), *The Adaptation Gap Report*. <http://www.unep.org/adaptationgapreport/2016>
- 43 T. Carty, J. Kowalzig et A. Peterson (2016), *Les vrais chiffres des financements climat : Où en est-on de l'engagement des 100 milliards de dollars ?* <https://www.oxfam.org/fr/rapports/les-vrais-chiffres-des-financements-climat>
- 44 Ibid
- 45 A. Caravani, C. Watson et L. Schalatek (2016), *Climate Finance Thematic Briefing: Adaptation Finance*. Heinrich Boell Foundation et ODI. Climate Funds Update. <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11024.pdf>. Dernière visite le dimanche 17 septembre 2017.
- 46 D'après les données de <http://www.climatefundsupdate.org/themes/adaptation> à jour au 22 septembre 2017.
- 47 Oxfam. (2017), *A Climate of Difficult Choices: Lack of international climate finance limits climate change adaptation options for the people of the Philippines*. Figure 2.
- 48 Ce projet de financement spécial de la CCNUCC pour la lutte contre le changement climatique est intitulé « Scaling up Risk Transfer Mechanisms for Climate Vulnerable Farming Communities in Southern Philippines ». D'après les données de <http://www.climatefundsupdate.org/data/the-funds-v2> à jour au 22 septembre 2017.
- 49 Oxfam. (2017), *A Climate of Difficult Choices: Lack of international climate finance limits climate change adaptation options for the people of the Philippines*. CCET (système de suivi des financements climat).
- 50 Ibid.
- 51 D'après la base de données de l'OCDE : <http://www.oecd.org/dac/environment-development/Climate-Related-Development-Finance.xlsx>, feuille « Multilateral outflows », « year 2014 », en sélectionnant « Grant » dans la colonne N (Grant/Loan/Equity). Totaux trouvés dans les colonnes AD, AE (pour l'atténuation) et AG (pour l'adaptation).

- 52 Source pour les allocations budgétaires en lien avec le climat : <http://202.83.164.26/planningcommission/wpcontent/uploads/2016/08/AnnualPlan2016-17.pdf> Chiffres convertis en dollars au cours moyen en vigueur pour l'année en question (103,426).
- 53 Oxfam et Indus Consortium (2016), *Climate Public Expenditure Review (CPER) in Punjab (2015-17)*. <http://www.indusconsortium.pk/wp-content/uploads/2016/04/Climate-Public-Expenditure-2.pdf>
- 54 Ce projet Global Environment Facility (GEF 4) est intitulé « Promoting Sustainable Energy Production and Use from Biomass in Pakistan ». D'après les données de <http://www.climatefundsupdate.org/data/the-funds-v2> à jour au 22 septembre 2017.
- 55 Ibid. Tableau 8.
- 56 Les projets incluent : « Ghana Agriculture Sector Investment Programme (GASIP) » dans le cadre du projet ASAP, « Promoting Value Chain Approach to Adaptation in Agriculture » dans le cadre du FSCC, « Increased resilience to climate change in Northern Ghana through the management of water resources and diversification of livelihoods » dans le cadre du fonds Adaptation Fund, et « Enhancing Natural Forest and Agroforest landscapes Project » dans le cadre du programme Forest Investment Program. D'après les données de <http://www.climatefundsupdate.org/data/the-funds-v2> à jour au 22 septembre 2017.
- 57 National Climate Change Commission of Ghana (2015), *Ghana National Climate Change Master Plan: Action Programmes for Implementation 2015-2020*. Ministère de l'Environnement, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation, République du Ghana. [https://www.weadapt.org/sites/weadapt.org/files/ghana\\_national\\_climate\\_change\\_master\\_plan\\_2015\\_2020.pdf](https://www.weadapt.org/sites/weadapt.org/files/ghana_national_climate_change_master_plan_2015_2020.pdf)
- 58 Ibid. Tableaux 9 et 10.
- 59 Overseas Development Institute (2017), *Approved Project Spending by Country*. Climate Funds Update. Dernière visite le vendredi 25 août 2017. <http://www.climatefundsupdate.org/regions>
- 60 « Inclusive Growth for Smallholder farmers in staple crop process zones in Nigeria » est un projet de l'Adaptation for Smallholders in Agriculture Program. D'après les données de <http://www.climatefundsupdate.org/data/the-funds-v2> à jour au 22 septembre 2017.
- 61 Nations unies, Département des affaires économiques et sociales (2015), *World Population Prospects: The 2015 Revision*. Medium-fertility variant. Population Division. Dernière visite le dimanche 27 août 2017. <http://www.un.org/en/development/desa/population/theme/trends/index.shtml>
- 62 Overseas Development Institute (2017), *Approved Project Spending by Country*. Climate Funds Update. Dernière visite le vendredi 25 août 2017. <http://www.climatefundsupdate.org/regions>
- 63 E. Esplen (2016), *Donors thinking big: beyond gender equality funds*. AWID. <https://www.awid.org/fr/node/6396>
- 64 Ministère éthiopien des Finances. Growth and Transformation Plan I. [http://www.ethiopians.com/Ethiopia\\_GTP\\_2015.pdf](http://www.ethiopians.com/Ethiopia_GTP_2015.pdf)
- 65 Agricultural Policy and Investment Framework. [http://www.agri-learning-ethiopia.org/wp-content/uploads/2015/10/Agriculture-Policy-MTR\\_FINAL.pdf](http://www.agri-learning-ethiopia.org/wp-content/uploads/2015/10/Agriculture-Policy-MTR_FINAL.pdf)
- 66 DAB Development Research and Training PLC (2015), *Gender Disaggregated Agricultural Expenditure Incidence Analysis in Ethiopia*. Oxfam Amérique.
- 67 Les femmes dans le développement agricole (WIAD), voir <http://waapp.org.gh/agencies/mofa/wiad> Les autres directorats sont : services d'ingénierie agricole, services de vulgarisation agricole, production animale, cultures, pêches, services de réglementation et de protection des plantes, et services vétérinaires.
- 68 M. Curtis (2013), *Improving African Agriculture Spending: Budget Analysis of Burundi, Ghana, Zambia, Kenya and Sierra Leone*. Curtis Research, p. 34. <http://www.africa-adapt.net/media/resources/888/improving-african-agriculture-spending-2.pdf>
- 69 Comptes publics annuels (2010-15) du Controller and Accountant General Department. Cités dans : B. Addo, O. Mensah, O. Karikari et M. Klutse (2016), *Report on Public Investments and Climate Change Adaptation Finance Flows for Agriculture and Small-Scale Women Producers in Ghana*. Oxfam. Tableaux 9 et 10 sur les dépenses et les allocations de l'État pour la lutte contre le changement climatique par domaines fonctionnels.
- 70 B. Addo, O. Mensah, O. Karikari et M. Klutse (2016), *Report on Public Investments and Climate Change Adaptation Finance Flows for Agriculture and Small-Scale Women Producers in Ghana*. Oxfam.
- 71 Types de programmes : SDPRP (Sustainable Development and Poverty Reduction Programme, ou programme de développement durable et de réduction de la pauvreté), PASDEP (Plan for Accelerated and Sustained Development to End Poverty, ou plan de développement rapide et durable pour éradiquer la pauvreté) et GTP (Growth and Transformation Plan, ou programme pour la croissance et la transformation).
- 72 DAB Development Research and Training PLC (2015), *Gender Disaggregated Agricultural Expenditure Incidence Analysis in Ethiopia*. Oxfam Amérique.
- 73 Oxfam Amérique (2017), *Study on Improving the Quality of Agriculture Public Spending and Budget Tracking System to Achieve GTP II Targets*.
- 74 DAB Development Research and Training PLC (2015), *Gender Disaggregated Agricultural Expenditure Incidence Analysis in Ethiopia*. Oxfam Amérique.
- 75 Ibid.
- 76 Notamment des documents budgétaires et de planification portant sur l'APD, le financement climat ou le programme de développement du secteur public au Pakistan.
- 77 C. Pettengell (2016), *Food, Climate Change, & Women: Women farmers key to reversing agricultural decline in Pakistan*. Oxfam. [https://issuu.com/growinpakistan/docs/oxfam\\_21october2016\\_food\\_climate\\_ch](https://issuu.com/growinpakistan/docs/oxfam_21october2016_food_climate_ch)
- 78 Ibid.
- 79 T. Olusade, D. Adebukola, D. Funmi et A. Titilope (2017), *Impact of Investments in Agriculture and Climate Change Adaptation on Small Scale Farmers in Nigeria*. Oxfam Nigeria/WANEP.

- 80 J. Mayrhofer et H. Saarinen (2017), *Rendez-vous manqué l'agriculture familiale : Quand l'UE ne tient pas ses engagements en faveur de politiques soutenant les exploitations agricoles familiales dans les pays en développement*. Oxfam. <https://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/missing-out-on-small-is-beautiful-the-eus-failure-to-deliver-on-policy-commitme-620288> Pour plus d'informations concernant le marqueur sur l'égalité entre les genres de l'OCDE : <http://www.oecd.org/dac/gender-development/dac-gender-equality-marker.htm>
- 81 Ibid.
- 82 Comptes publics annuels (2010–2015) du Controller and Accountant General Department, Ghana Cocoa Board (COCOBOD). Cités dans : B. Addo, O. Mensah, O. Karikari et M. Klutse (2016), *Report on Public Investments and Climate Change Adaptation Finance Flows for Agriculture and Small-Scale Women Producers in Ghana*. Oxfam. Tableau 7.
- 83 Ibid.
- 84 Ibid.
- 85 Le présent document s'appuie sur des travaux de recherche non publiés communiqués par le Center for Local and Regional Governance de l'université des Philippines à Oxfam aux Philippines, sur l'état du financement climatique aux Philippines.
- 86 Oxfam (2017), *A Climate of Difficult Choices: Lack of international climate finance limits climate change adaptation options for the people of the Philippines*. Chiffres du CCET fournis par un service gouvernemental pour 2015-2017.
- 87 Reportez-vous au site Web du fonds de survie citoyen : <http://psf.climate.gov.ph/>
- 88 Oxfam. (2017), *A Climate of Difficult Choices: Lack of international climate finance limits climate change adaptation options for the people of the Philippines*.
- 89 Ministère du budget et de la planification nationale (MBNP) (2015), *Development Cooperation Report. Fiscal Year 2015*. République fédérale du Nigeria et MBNP.
- 90 T. Olusade, D. Bukola, D. Funmi et A. Titilope (2017), *Impact of Investments in Agriculture and Climate Change Adaptation on Small Scale Farmers in Nigeria*. Oxfam Nigeria/WANEP.
- 91 A. A. Kinyondo et J. Magashi (2017), *Enhancing Rural Livelihoods in Tanzania: A Small-holder Farmers' Perspective*. Oxfam Tanzanie
- 92 Jessica Mwanzia (2017), *A Broken Promise! Financing African Small Holder Agriculture*. Oxfam International.
- 93 Oxfam (2017), *A Climate of Difficult Choices: Lack of international climate finance limits climate change adaptation options for the people of the Philippines*.
- 94 Enquête d'International Budget (2015), <http://www.internationalbudget.org/opening-budgets/open-budget-initiative/open-budget-survey/>
- 95 Oxfam au Pakistan, étude de cas sur la politique provinciale sur le changement climatique. Document non publié.
- 96 Le présent document s'appuie sur des travaux de recherche non publiés communiqués par le Center for Local and Regional Governance de l'université des Philippines à Oxfam Philippines, sur l'état du financement climatique aux Philippines.
- 97 Ghana News Agency (10 décembre 2015), *Low participation in local governance a concern*. <http://www.ghananewsagency.org/politics/low-participation-in-local-governance-a-concern-cdd-98181>
- 98 B. Addo, O. Mensah, O. Karikari et M. Klutse (2016), *Report on Public Investments and Climate Change Adaptation Finance Flows for Agriculture and Small-Scale Women Producers in Ghana*. Oxfam
- 99 Climate Funds Update. (2016), <http://www.climatefundsupdate.org>. Cité dans : B. Addo, O. Mensah, O. Karikari et M. Klutse (2016), *Report on Public Investments and Climate Change Adaptation Finance Flows for Agriculture and Small-Scale Women Producers in Ghana*. Oxfam Tableau 20.
- 100 T. Olusade, D. Bukola, D. Funmi et A. Titilope (2017), *Impact of Investments in Agriculture and Climate Change Adaptation on Small Scale Farmers in Nigeria*. Oxfam Nigeria/WANEP,
- 101 International Aid Transparency Initiative (non daté), *Spotlight on IATI Data Use: Nigeria*. <http://www.aidtransparency.net/about/partner-country-perspectives/spotlight-on-iati-data-use-nigeria>
- 102 Pour connaître les dépenses gouvernementales pertinentes au secteur agricole telles que spécifiées par le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) de l'Union africaine, voir PDDAA et NEPAD (2015), *AU Guidance Note - On Tracking and Measuring the Levels and Quality of Government Expenditures for Agriculture*. <http://www.nepad.org/resource/au-guidance-note-tracking-and-measuring-levels-and-quality-government-expenditures>
- 103 Il faut améliorer la qualité du reporting de l'UE sur l'aide internationale en mettant en œuvre une norme commune et ouverte pour la publication d'informations opportunes, complètes et prévisionnelles, comme défini par le Groupe de travail de l'OCDE sur les statistiques du financement du développement (WP-STAT) et l'International Aid Transparency Initiative (IATI). <http://www.publishwhatyoufund.org/busan-common/>
- 104 Pour plus d'informations concernant le marqueur sur l'égalité entre les genres de l'OCDE : <http://www.oecd.org/dac/gender-development/dac-gender-equality-marker.htm>

© Oxfam International, octobre 2017.

Ce document d'information a été rédigé par Rebecca Pearl-Martinez. Oxfam remercie Abdulazeez Musa, Anwar Sadat, Bertram Zagema, Derk Byvanck, Eluka Kibona, Eric Muñoz, Giorgia Ceccarelli, Hanna Saarinen, Hugo Hooijer, Luigi Toda, Madelon Meijer, Seble Teweldbirhan, et Zeeshan Mahar pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-105-3 en octobre 2017. DOI : 10.21201/2017.0889  
Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org).

Oxfam Afrique du Sud ([www.oxfam.org.za](http://www.oxfam.org.za))  
Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))  
Oxfam Brésil ([www.oxfam.org.br](http://www.oxfam.org.br))  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))  
Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))  
Oxfam GB ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))  
Oxfam IBIS (Danemark) ([www.oxfamibis.dk](http://www.oxfamibis.dk))

Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))  
Oxfam Intermón (Espagne) ([www.oxfamintermon.org](http://www.oxfamintermon.org))  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))  
Oxfam Japon ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp))  
Oxfam Mexique ([www.oxfamexico.org](http://www.oxfamexico.org))  
Oxfam Nouvelle-Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))  
Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))  
Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))